

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales de ce lundi 19 septembre 2022

SOMMAIRE

- New-York : Félix Tshisekedi attendu à la 77^e Assemblée générale de l'ONU
- Mort d'Elizabeth II : Sassou Nguesso, Kagame, Bongo... Qui assistera aux funérailles de la reine ?
- RDC : le mouvement « Forum citoyen » recommande à la MONUSCO de publier son plan de retrait
- Guterres : « Le monde doit voir l'Afrique pour ce qu'elle est : une terre au potentiel et aux ressources énormes »
- Biden affirme que la pandémie de Covid-19 est "terminée" aux Etats-Unis
- Femme : Joséphine Ngalula encourage les femmes et les jeunes filles à plus d'implication dans le processus électoral
- Sommet sur l'éducation : l'ONU encourage les bailleurs de fonds à aider les pays en développement
- Kasai-Oriental : une vingtaine de blessés graves dans un accrochage ethnique à Miabi

1. DROITS HUMAINS

RDC : le mouvement « Forum citoyen » recommande à la MONUSCO de publier son plan de retrait

Le Mouvement « Forum Citoyen », regroupant les jeunes de la RDC, a recommandé vendredi 16 septembre à la MONUSCO de publier son plan de retrait de la RDC. Le coordonnateur de cette organisation pro démocratie, Martin Milolo a fait cette recommandation à l'issue d'un échange avec la cheffe de la MONUSCO, Bintou Keita, à Kinshasa. Il a également appelé au renforcement des capacités opérationnelles des casques bleus afin de mettre un terme à la présence des groupes armés qui pullulent l'Est de la RDC. Cette structure des jeunes fait sa demande une année après que la cheffe de la MONUSCO, Bintou Keita, et le Premier ministre Sama Lukonde, ont procédé à la « signature du Plan de transition pour le départ échelonné de la MONUSCO », de la RDC.

Guterres : « Le monde doit voir l'Afrique pour ce qu'elle est : une terre au potentiel et aux ressources énormes »

L'Afrique est un continent au potentiel énorme malgré les crises et les défis qui l'affectent, a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, lors de la réunion inaugurale de l'Initiative mondiale des entreprises africaines, dimanche à New York. L'initiative a été conçue pour mettre en évidence les opportunités sur le continent africain où chaque secteur de l'économie, de l'industrie à l'agriculture, des services à la finance, est sur une trajectoire de croissance. « *On ne peut pas stopper l'Afrique. L'Afrique est un élément essentiel du commerce mondial et une destination d'investissement majeure. L'Afrique comprend certaines des économies les plus dynamiques au monde. Et l'Afrique a plus – beaucoup plus – à offrir* », a déclaré le Secrétaire général dans un discours.

Une économie africaine en croissance

Il a noté que tous les secteurs de l'économie africaine sont en croissance - de l'industrie à l'agriculture, des services à la finance ; la population jeune du continent représente une main-d'œuvre dynamique et un énorme marché de consommateurs et d'entreprises ; et l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine accélérera encore les opportunités d'investissement et de commerce. Le chef de l'ONU a toutefois rappelé que « *l'Afrique est confrontée à d'énormes vents contraires et à des crises dont elle n'est pas responsable* », citant la COVID-19, la crise climatique, la guerre en Ukraine, les inégalités croissantes, la crise du coût de la vie, le recul en matière d'objectifs de développement durable et un système financier mondial qui pénalise l'Afrique et « *nécessite une réforme de fond* ».

Biden affirme que la pandémie de Covid-19 est "terminée" aux Etats-Unis

Le président américain Joe Biden a affirmé que la pandémie de Covid-19 était "terminée" aux Etats-Unis, lors d'une interview diffusée dimanche. "La pandémie est terminée, nous avons encore un problème avec le Covid, on consacre beaucoup de travail à ce dossier... mais la pandémie est terminée", a déclaré le dirigeant à la chaîne CBS. "Si vous regardez autour de vous, personne ne porte de masque, et tout le monde a l'air en plutôt bonne forme", a-t-il affirmé. "Donc je pense que c'est en train de changer." En RDC, le ministre de la santé publique, Hygiène et Prévention, Jean-Jacques Mbungani, a fait état au cours d'une réunion du conseil des ministres la diminution des cas qui se poursuit depuis 13 semaines même si Kinshasa reste l'épicentre de quelques cas encore observés. Ainsi, il envisage de proposer la suppression des tests covid19 au départ de la République Démocratique du Congo pour l'étranger pour les personnes totalement vaccinées mais également celle de tests covid19 au départ des pays en provenance de la République Démocratique du Congo.

2. DROITS DES FEMMES

RDC : Joséphine Ngalula encourage les femmes et les jeunes filles à plus d'implication dans le processus électoral

« Réformes électorales sur le chemin de la parité », tel a été le thème abordé lors du café genre organisé par ONU Femmes en collaboration avec le Ministère du genre en marge de la journée internationale de la démocratie. Au cours de cette activité, Joséphine Ngalula (membre de la plénière de la CENI) a présenté les efforts fournis jusqu'à présent en ce qui concerne la parité, avant d'inciter les femmes et les jeunes filles à plus d'implication. En effet, La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), en tant qu'institution d'appui à la démocratie est chargée de l'organisation de tout le processus électoral et référendaires. Elle en assure la régularité et exerce les attributions telles que gérer et organiser les opérations pré-électorales, électorale et référendaires notamment l'identification et l'enrôlement des électeurs, l'établissement et publication des listes électorales, le vote, le dépouillement, la centralisation et l'annonce des résultats provisoires, accréditer les témoins, les observateurs nationaux et internationaux, explique-t-elle.

Sommet sur l'éducation : l'ONU encourage les bailleurs de fonds à aider les pays en développement

Au deuxième jour du Sommet sur la transformation de l'éducation samedi au siège de l'ONU, à New York, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a encouragé les bailleurs de fonds à investir dans un nouveau mécanisme permettant de financer l'éducation dans les pays en développement. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les deux tiers des pays ont réduit leur budget de l'éducation, alors que l'éducation est cruciale pour des sociétés pacifiques, prospères et stables. « *La réduction des investissements garantit pratiquement des crises plus graves plus tard. Nous devons injecter plus, et non moins, d'argent dans les systèmes d'éducation* », a déclaré le chef de l'ONU lors d'un point de presse aux côtés de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation globale, Gordon Brown, ancien Premier ministre britannique. Le Secrétaire général a noté que les pays riches peuvent augmenter le financement provenant de sources nationales, mais que de nombreux pays en développement sont touchés par la crise du coût de la vie et ont un besoin urgent de soutien pour l'éducation. « *La Facilité n'est pas un nouveau fonds, mais un mécanisme visant à accroître les ressources mises à la disposition des banques multilatérales pour fournir un financement à faible coût à l'éducation. Avec le temps, nous nous attendons à ce qu'il devienne une facilité de 10 milliards de dollars pour éduquer la génération de jeunes de demain* », a souligné M. Guterres. Ce mécanisme vise à obtenir des financements pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure – qui comptent la moitié des enfants et des jeunes dans le monde – et pour la majorité des enfants déplacés et réfugiés dans le monde. Il complétera et travaillera parallèlement aux outils existants, comme le Partenariat mondial pour l'éducation, qui fournissent des subventions et d'autres formes d'assistance.

3. SITUATION POLITIQUE

New-York : Félix Tshisekedi attendu à la 77^e Assemblée générale de l'ONU

La 77^{ème} Assemblée générale de l'ONU s'ouvre ce lundi 19 septembre à New-York aux Etats-Unis d'Amérique. Un dispositif sécuritaire a déjà été mis en place depuis ce week-end. Selon Giscard Kusema, directeur adjoint de la presse présidentielle, le président Félix Tshisekedi, qui est attendu à cette session, va prendre la parole cette fois-ci dans un contexte particulier, où la RDC subit une agression par l'un de ses voisins. *" En ce qui concerne la République démocratique du Congo, le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo est attendu ici à New York, et du haut de la tribune des Nations unies le président de la République devrait prendre la parole pour faire entendre une fois de plus la voix de son pays. On attend de lui une prise de position par rapport à la politique interne, par rapport à ce contexte particulier de l'agression de notre pays par l'un de ses voisins, le Rwanda",* a expliqué Giscard Kusema au micro d'Alain Irung, envoyé spécial de Radio Okapi à New York. En marge de cette Assemblée générale, des réunions bilatérales et multilatérales sont envisagées.

Tshisekedi enjoint au gouvernement de finaliser le processus d'adhésion de la RDC au Traité de l'Organisation Internationale du Bambou et du Rotin

Au cours des soixante neuvièmes réunions du conseil des ministres tenue en présentiel vendredi 16 septembre, le Président de la République, Félix Tshisekedi a insisté sur la nécessité de finaliser le processus d'adhésion de la République Démocratique du Congo au traité l'Organisation Internationale du Bambou et du Rodin (INBAR) afin de lui doter du statut de membre effectif. En effet, dans sa communication, le Président de la République a indiqué que l'adhésion de la RDC à l'INBAR s'inscrit dans la ligne droite de sa « diplomatie agissante » et réaffirme sa détermination de voir son pays tirer le profit des avantages liés au secteur du bambou et du rotin. Déjà engagée dans le processus d'adhésion au traité l'Organisation Internationale du Bambou et du Rodin (INBAR), la RDC à travers le Gouvernement de la République a adopté la Politique Nationale Bambou en août 2021, laquelle lui a permis d'obtenir le statut d'Etat observateur depuis le 22 octobre 2021.

Mort d'Elizabeth II : Sassou Nguesso, Kagame, Bongo... Qui assistera aux funérailles de la reine ?

Les obsèques de la souveraine britannique auront lieu à Londres dans la matinée du 19 septembre. Et beaucoup de présidents africains seront présents à cet événement mondial. Les funérailles d'État d'**Elizabeth II**, les premières depuis la mort de **Winston Churchill** en 1965, auront lieu à 10 h GMT ce 19 septembre à l'abbaye de Westminster, avant que la reine ne soit inhumée lors d'une cérémonie privée à la chapelle Saint-Georges du château de

Windsor. Près de 2 000 invités sont attendus à ces obsèques, retransmises dans le monde entier : des membres de la royauté, mais aussi environ 500 dignitaires étrangers, dont de nombreux présidents et ministres.

Ceux qui feront le déplacement... : Un certain nombre de chefs d'État africains, dont beaucoup ont rendu publics leurs messages de condoléances, seront présents. Parmi eux, selon les informations de *Jeune Afrique*, **Paul Kagame**, **Denis Sassou Nguesso**, **Macky Sall** – également président en exercice de l'Union africaine – et **Azali Assoumani** (lequel sera accompagné de son épouse).

... et les grands absents : Parmi les absents : **Félix Tshisekedi**, Alassane Ouattara, **Patrice Talon**, **Ismail Omar Guelleh** et **Faustin-Archange Touadéra**, qui, pour la plupart, se rendront directement à New York pour assister à l'Assemblée générale des Nations unies, dont les débats s'ouvrent le 20 septembre.

4. SECURITE

Kasaï-Oriental : une vingtaine de blessés graves dans un accrochage ethnique à Miabi

Plus de 20 personnes ont été grièvement blessées à la suite des combats ayant opposé, jeudi et vendredi derniers, deux camps au groupement de Bena Tshimungu, territoire de Miabi (Kasaï-Oriental). Selon l'autorité territoriale, cet accrochage a eu lieu entre sympathisants du chef au pouvoir et ceux d'un prétendant au poste de passage dans cette entité. La même source a rapporté que trois véhicules ont été caillassés, une motocyclette incendiée et une autre emportée par des personnes non identifiées à l'issue de cet affrontement. *« Tout a commencé lorsque Mr Jeams Kabeya prétendant au pouvoir de Bena Tshimungu a quitté la ville de Mbuji-Mayi le jeudi dernier, avec un cortège de véhicules qui l'accompagnaient pour se rendre chez lui dans la localité de Boya, en passant devant la résidence du chef de groupement de Bena Tshimungu en exercice, qui est le seul passage existant. Plusieurs autres sympathisants étaient sur la route pour l'accueillir en triomphalisme. Bien avant d'arriver au niveau de la résidence du chef de groupement Didier Tshileo, les sympathisants du prétendant ont trouvé plusieurs barricades pour les empêcher de poursuivre leur voyage. S'en est suivi le jet de pierre et les affrontements pour forcer le passage »*, a expliqué l'AT de Miabi.